

**COMMUNE DE
BEAUSSAIS-SUR-MER**

**DECLARATION PREALABLE
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 31/07/2023	
Date d'affichage de l'avis de dépôt : 04/08/2023	
Par :	Monsieur RENAULT GERARD
Demeurant :	16 Rue Simone De Beauvoir 22650 BEAUSSAIS-SUR-MER
Sur un terrain sis :	16 Rue Simone De Beauvoir 22650 BEAUSSAIS-SUR-MER
Cadastré :	209 AH 326, 209 AH 331, 209 AH 348, 209 AH 365, 209 AH 411
Nature des Travaux :	Construction d'une véranda

N° DP 022 209 23 C0078

Surface de plancher créée : 9 m²

Le Maire DE BEAUSSAIS-SUR-MER

Vu la déclaration préalable présentée le 31/07/2023 par Monsieur RENAULT GERARD demeurant 16, Rue Simone De Beauvoir, BEAUSSAIS-SUR-MER (22650) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour Construction d'une véranda,
- sur un terrain situé 16 Rue Simone De Beauvoir, à BEAUSSAIS-SUR-MER (22650),
- pour une surface de plancher créée de 9 m² ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 10/11/2006, modifié le 02/12/2008, le 02/07/2013, le 04/11/2014, le 28/07/2015 et le 27/10/2015 ;

Vu l'arrêté municipal en date du 15/11/2017/ autorisant le lotissement « Les Jardins de Beaussais », objet du Permis d'Aménagement n° PA 022 209 17 C0008, transféré le 16/08/2018 et modifié les 14/12/2018 et 07/05/2019 ;

ARRETE

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition.

BEAUSSAIS-SUR-MER, le 24/08/23
Le Maire,

Le Maire délégué
Mikaël BONENFANT
Le MAIRE
Eugène CARO



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par période d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.